

# Les Echos de Rome

Comité sur la sécurité alimentaire mondiale, 5-11 octobre 2013

n°3 - 11 octobre 2013

## La Nouvelle Alliance du G8 pour la sécurité alimentaire ou le « huis clos multinationales-pays riches »

**Mercredi 9 octobre 2013, le Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA) a consacré une session plénière à la coordination et aux liens avec le CSA. L'objectif était de présenter plusieurs initiatives multi-parties prenantes et d'explorer les liens possibles avec le CSA. L'une des initiatives présentées concernait la très controversée Nouvelle Alliance. Plusieurs panelistes ont été invités à présenter leurs points de vue, au cours d'une discussion animée par David Nabarro, le représentant spécial pour la sécurité alimentaire et la nutrition auprès de Ban Ki-Moon.**

### Une alliance au service des intérêts du grand secteur privé

Mamadou Cissokho (ROPPA) a porté la voix de la société civile dans cette discussion et a clairement dénoncé la Nouvelle Alliance, instrument du « forcing du G8 pour amener le grand secteur privé à nous dominer ». Le leader paysan a insisté sur la nécessité des investissements publics, gage de l'indépendance des États et seule voix possible pour atteindre la souveraineté alimentaire. Mamadou Cissokho a appelé le secteur privé à investir dans des domaines utiles aux paysans comme la transformation, les voies ferrées, les fertilisants naturels...



©FAO/Alessia Pierdomenico

### Qu'est ce que la Nouvelle Alliance ?

Lancée lors du Sommet du G8 de Camp David, la Nouvelle Alliance est un partenariat entre le G8, l'Union africaine, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), son Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), les gouvernements des six pays africains concernés et près d'une centaine d'entreprises nationales et internationales. L'objectif affiché du G8 est d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition en aidant quelques 50 millions de personnes en Afrique sub-saharienne à sortir de la pauvreté d'ici 2022 en mettant l'accent sur « l'accélération de l'apport de capitaux privés<sup>1</sup> », afin d'assurer une « croissance économique solide et inclusive<sup>2</sup> » pour le secteur agricole africain.

« La Nouvelle Alliance est un instrument du forcing du G8 pour amener le grand secteur privé à nous dominer. »

Enfin, il a dénoncé le « problème de leadership » concernant la sécurité alimentaire en regrettant que ces discussions n'aient pas lieu au sein du mécanisme africain CADDP (la politique agricole de l'UA).

### Pays riches et secteur privé main dans la main

La voix du G8 était quant à elle portée par un représentant du gouvernement britannique qui,

1 Conseil européen (2012): [L'UE au G8 : Agir ensemble](#)

2 Maison-Blanche (2012): [Fact Sheet: G-8 Action on Food Security and Nutrition](#)

s'il a reconnu que la participation de la société civile n'était pas suffisante et a convenu que les investissements devaient respecter les directives volontaires sur la tenure de la terre (DV), il a qualifié la Nouvelle Alliance de « forum fantastique et inclusif » permettant de pallier les capacités d'investissement insuffisantes du secteur public.

A la représentante du Soudan qui durant le débat a manifesté son intérêt pour rejoindre la Nouvelle Alliance en demandant les critères nécessaires à remplir pour en bénéficier, le représentant du Royaume-Uni a répondu que les États devaient avoir la « véritable volonté de s'engager avec le secteur privé ».

Le secteur privé, représenté par Ruth Rawling de l'entreprise Cargill s'est exprimé pour présenter et défendre les activités menées dans le cadre de la Nouvelle Alliance, notamment concernant la culture du coton et la transformation du cacao. La représentante de la multinationale agroalimentaire a rejeté les critiques concernant le manque de participation de la société civile et a au contraire appelé les OSC à « venir en aide au secteur privé » ! Ruth Rawling a assuré que la Nouvelle Alliance permettait d'assurer la sécurité alimentaire des populations concernées et a plaidé pour son renforcement et pour le développement de projets de plus grande envergure.

## La Nouvelle Alliance, menace pour la sécurité alimentaire

Pour nos organisations, il est capital que la Nouvelle Alliance respecte les textes internationaux adoptés au CSA comme le cadre stratégique mondial et les directives volontaires, car le CSA est la plateforme internationale centrale et inclusive sur les questions de sécurité alimentaire. La Nouvelle Alliance du G8 favorise les accaparements de terres et impose des politiques publiques descendantes en faisant fi de la réalisation du droit à l'alimentation.



© FAO/Giulio Napolitano

« La Nouvelle Alliance n'est pas nouvelle et n'est pas une alliance. »

La « coopération à huis clos » entre États et agrobusiness exclut de fait les agriculteurs familiaux qui n'ont pas voix au chapitre. Enfin, fait préoccupant pour nos organisations, le président du CSA, Mr Yaya Olaniran s'est exprimé en tant que représentant du gouvernement nigérian pour défendre la Nouvelle Alliance en appelant les gouvernements à fournir au grand secteur privé un environnement favorable aux investissements.

Pour nos organisations, derrière l'objectif de lutter contre la faim, [la Nouvelle Alliance vise en premier lieu à ouvrir de nouveaux marchés prometteurs pour les entreprises multinationales de l'agro-alimentaire](#). Son but est bien de faciliter l'accès aux marchés des pays concernés pour les acteurs privés internationaux et seuls les pays qui acceptent de réformer leurs codes d'investissement et codes fonciers, dans un sens plus favorable à l'investissement privé international en offrant des garanties suffisantes auront la chance de recevoir de nouveaux investissements étrangers. Cette offre agressive 'donnant-donnant' est dénoncée avec force par les organisations paysannes africaines<sup>3</sup> pour qui la Nouvelle Alliance « n'est pas nouvelle et n'est pas une alliance ».

<sup>3</sup> [Lettre de Mamadou Cissokho](#) (au nom de la société civile ouest africaine) au Président de l'UA, au sujet du G8 et des investissements étrangers dans l'agriculture africaine.

Dans le cadre de sa mission d'appui au plaidoyer collectif de ses membres, Coordination SUD a mis en place des commissions de travail. Ainsi, la **Commission Agriculture et Alimentation (C2A)** regroupe les ONG de solidarité internationale qui agissent pour la réalisation du droit à l'alimentation et un soutien renforcé à l'agriculture familiale dans les politiques ayant un impact sur la sécurité alimentaire mondiale : 4D, ACF, aGter, Artisans du Monde, AVSF,, Cari, CCFD-Terre Solidaire, CFSI, CIDR, Crid, Gret, Iram, Interaide, Oxfam France, Peuples Solidaires en association avec ActionAid, Réseau Foi et Justice Europe, Secours Catholique, Secours Islamique, Union nationale des Maisons Familiales Rurales, et un invité : Inter-réseaux.

L'objectif de la commission consiste à coordonner les travaux réalisés par ses participants, et faciliter la concertation entre ses membres dans leur travail de plaidoyer auprès des acteurs sociaux et des décideurs politiques internationaux. Les membres de la Commission s'accordent sur les représentations assurées au nom de Coordination SUD en un ensemble de lieux (Concord au niveau européen, FAO, OMC, CNUCED), et y échangent des informations sur les enjeux internationaux en cours. La commission est mandatée par Coordination SUD pour formuler les positions que prend le collectif lors des principaux rendez-vous institutionnels traitant de l'agriculture et de l'alimentation.

Cette note a été rédigée par Cécile Leuba (Peuples Solidaires/ActionAid).